

Décret du président de la République du 10 novembre 1909 sur les distributions d'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie

Historique :

Créé par :	Décret du président de la République du 10 novembre 1909 sur les distributions d'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie	JONC du 1er janvier 1910 page 2
Modifié par :	Arrêté du conseil de gouvernement n° 76-405/CG du 13 septembre 1976 relatif aux contrats de régie intéressée souscrits par les communes en vue de la distribution publique de l'énergie électrique	JONC du 17 septembre 1976 Page 958

Textes d'application :

Arrêté du gouverneur n° 10 du 8 janvier 1946 fixant la forme des enquêtes, les formes d'instruction des projets et de leur approbation, l'organisation du contrôle, de la construction, de l'exploitation, des concessions, relatives à la police et à la sécurité pour la construction, la distribution et l'exploitation de l'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie	JONC du 4 février 1946 page 53
--	-----------------------------------

Titre I - Classification des distributions d'énergie électrique

Articles 1 à 3

Titre II - Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis exclusivement sur des terrains privés sous le régime des autorisations

Article 4

Titre III - Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis sous le régime de permissions de voirie

Article 5

Titre IV - Régime des concessions simples sans déclaration d'utilité publique

Articles 6 à 10

Titre V - Régime des concessions déclarées d'utilité publique

Articles 11 et 12

Titre VI - Conditions communes à l'établissement et à l'exploitation des distributions sous le régime des permissions de voirie ou des concessions

Articles 13 à 19

Titre VII - Dispositions diverses

Articles 20 à 27

Titre I - Classification des distributions d'énergie électrique

Article 1

Les distributions d'énergie électrique établies ou à établir en Nouvelle-Calédonie et dans ses dépendances, qui ne sont pas destinées à la transmission des signaux et de la parole et auxquelles le décret-loi du 27 décembre 1851 n'est pas dès lors applicable, sont soumises par leur établissement et leur fonctionnement aux conditions générales ci-après.

Article 2

Une distribution d'énergie électrique n'empruntant en aucun point de son parcours des voies publiques peut être établie et exploitée, soit sans autorisation ni déclaration, soit lorsque ses conducteurs doivent être établis, en un point quelconque, à moins de 10 mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante, en vertu d'une autorisation délivrée dans des conditions spécifiées au titre II du présent décret.

Article 3

Modifié par l'arrêté n° 76-405/CG du 13 septembre 1976

Une distribution d'énergie électrique empruntant sur tout ou partie de son parcours les voies publiques peut être établie et exploitée, soit en vertu de permissions de voirie, sans durée déterminée, dans les conditions spécifiées au titre III du présent décret, soit en vertu de concessions d'une durée déterminée, avec cahier des charges et tarif maximum, dans les conditions spécifiées au titre IV, s'il n'y a pas de déclaration d'utilité publique, ou dans celles spécifiées au titre V, s'il y a une déclaration d'utilité publique.

Elle peut, suivant la demande de l'entrepreneur, être soumise simultanément dans des communes différentes à des régimes différents, soit celui des permissions de voirie sur une partie de son réseau, soit celui de la concession simple ou celui de la concession déclarée d'utilité publique dans d'autres parties.

Demeurent toutefois en vigueur jusqu'à l'expiration de leur durée de cinq années, sauf dénonciation avant leur terme et sans possibilité de renouvellement, les conventions de régie intéressée souscrites par les communes en vue de la distribution publique de l'énergie électrique antérieurement à la date de publication du présent arrêté et qui ont reçu ou recevront l'approbation du gouverneur.

Titre II - Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis exclusivement sur des terrains privés sous le régime des autorisations

Article 4

Les autorisations prévues par l'article 2 sont délivrées par le gouverneur, en conformité de l'avis émis par le chef de service local des postes et des télégraphes et dans un délai de trois mois à partir de la demande.

Les installations visées dans ces autorisations devront satisfaire aux conditions techniques déterminées par les arrêtés prévus à l'article 19 du présent décret.

Elles devront être exploitées et entretenues de manière à n'apporter par induction, dérivation ou autrement, aucun trouble dans les transmissions télégraphiques et téléphoniques par les lignes préexistantes.

Lorsque, pour prévenir ou faire cesser ce trouble, il sera nécessaire d'exiger le déplacement ou la modification des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes et en cas de non-entente avec l'exploitant, la nature des travaux à exécuter sera déterminée par le gouverneur, après avis du comité local d'électricité visé par l'article 20. Dans tous les cas, les frais nécessités par ces déplacements ou modifications seront à la charge de l'exploitant.

Titre III - Des ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique établis sous le régime de permissions de voirie

Article 5

Les permissions de voirie sont délivrées par le gouverneur ou par le maire, suivant que la voie empruntée rentre dans les attributions de l'un ou de l'autre, sous les conditions ordinaires des arrêtés réglementaires relatifs à ces permissions et, en outre, sous les conditions stipulées par les arrêtés réglementaires du gouverneur visés par l'article 18 du présent décret,

Elles ne peuvent prescrire aucune disposition relative aux conditions commerciales de l'exploitation.

Elles ne peuvent imposer au permissionnaire aucune charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18.

Aucune permission de voirie ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé, sur les mêmes voies, des permissions ou concessions concurrentes.

Titre IV - Régime des concessions simples sans déclaration d'utilité publique

Article 6

La concession d'une distribution publique d'énergie est donnée, après enquête, soit par la commune si la demande de concession ne vise que le territoire de la dite commune, soit par l'Etat ou la Colonie dans les autres cas.

Toute concession est soumise aux clauses d'un cahier des charges conforme à l'un des types approuvés par arrêté du gouverneur en conseil privé, sauf les dérogations ou modifications qui seraient expressément formulées dans les conventions passées au sujet de la dite concession.

Article 7

Lorsque la concession est de la compétence de l'Etat ou de la Colonie l'acte de concession est passé par le gouverneur.

Lorsque la concession est de la compétence de la commune, l'acte de concession est passé par le maire, en exécution d'une délibération du conseil municipal.

La concession donnée au nom de la commune n'est définitive qu'après avoir été approuvée par le gouverneur.

Toutefois, si l'acte de concession passé par le gouverneur ou le maire comporte des dérogations ou modifications au cahier des charges type, il ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par le ministre des colonies.

Article 8

Aucune concession ne peut faire obstacle à ce qu'il soit accordé des permissions de voirie ou une concession à une entreprise concurrente, sous la réserve que celle-ci n'aura pas des conditions plus avantageuses.

Toutefois, l'acte par lequel une commune donne la concession de l'éclairage public ou privé sur tout ou partie de son territoire peut stipuler que le concessionnaire aura seul le droit d'utiliser les voies publiques dépendant de la commune dans les limites de sa concession, en vue de pourvoir à l'éclairage privé par une distribution publique d'énergie, sans que cependant ce privilège puisse s'étendre à l'emploi de l'énergie à tous usages autres que l'éclairage, ni à son emploi accessoire pour l'éclairage des locaux dans lesquels l'énergie est ainsi utilisée.

Pendant la durée du privilège ainsi institué, les permissions de voirie délivrées par le gouverneur et les actes de concession passés au nom de l'Etat ou de la colonie devront tenir compte de ce privilège dans les obligations imposées aux permissionnaires et concessionnaires.

Article 9

L'acte de concession ne peut imposer au concessionnaire une charge pécuniaire autre que les redevances prévues au paragraphe 7 de l'article 18, ni attribuer à l'Etat, à la Colonie, ou à la commune des avantages particuliers autres que les prix réduits d'abonnements qui seraient accordés aux services publics pour des fournitures équivalentes.

Article 10

La concession confère à l'entrepreneur le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions du cahier des charges, des règlements de voirie et des arrêtés réglementaires du gouverneur prévus à l'article 18 ci-après :

L'autorité qui a fait la concession a toujours le droit, pour un motif d'intérêt public, d'exiger la suppression d'une partie quelconque des ouvrages d'une concession ou d'en faire modifier les dispositions et le tracé.

L'indemnité qui peut être due dans ce cas au concessionnaire est fixée par les tribunaux compétents si les obligations et droits de celui-ci, ne sont pas réglés soit par le cahier des charges, soit par une convention postérieure.

Titre V - Régime des concessions déclarées d'utilité publique

Article 11

Sont applicables aux concessions déclarées d'utilité publique l'article 6, les paragraphes 1er, 2 et 4 de l'article 7 et les articles 8, 9 et 10 du présent décret.

La déclaration d'utilité publique est prononcée après enquête, par un arrêté du gouverneur pris en conseil privé sur le rapport du secrétaire général et du chef du service des travaux publics après avis du chef du service du domaine et de la colonisation.

L'acte de concession ne devient définitif qu'après avoir été approuvé par cet arrêté sauf application du dernier paragraphe de l'article 7.

Article 12

La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics. Le concessionnaire demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à l'arrêté réglementaire du 19 mai 1869, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire le droit :

1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants par les arrêtés réglementaires du gouverneur prévus à l'article 18, les dits arrêtés devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence des dits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soient pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;

2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiques à l'alinéa 1° ci-dessus ;

3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;

4° De couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le gouverneur.

Elle n'entraîne aucune dépossession : la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire par lettre recommandée adressée au domicile élu par le dit concessionnaire.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus, sont réglées en premier ressort par le juge de paix : s'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert.

Titre VI - Conditions communes à l'établissement et à l'exploitation des distributions sous le régime des permissions de voirie ou des concessions

Article 13

L'établissement et l'exploitation des lignes de transport d'énergie électrique placées sous le régime, soit du titre III, soit du titre IV, soit du titre V du présent décret, sont soumises aux conditions ci-après :

Article 14

Les projets sont examinés par les représentants des services intéressés dans une conférence à laquelle prennent part, dans tous les cas, les représentants de l'administration des postes et télégraphes.

Si l'accord en vue de l'exécution des projets n'intervient pas au cours de la conférence, l'affaire est soumise au comité local de l'électricité. Si tous chefs de service intéressés n'adhèrent pas à l'avis du comité, il en est référé au comité métropolitain de l'électricité et sur l'avis de ce dernier, le gouverneur statue par arrêté pris en conseil privé.

Article 15

La mise en service d'une distribution d'énergie d'électricité ne peut avoir lieu qu'à la suite des essais faits en présence du service du contrôle et des représentants des services intéressés, et après délivrance, par le gouverneur, d'une autorisation de circulation de courant.

Article 16

Le contrôle de la construction et de l'exploitation est exercé, sous l'autorité du gouverneur, soit par le chef du service des travaux publics, soit par les agents qu'il aura délégués à cet effet lorsqu'il s'agit de concessions données par l'état ou la colonie ou de permissions pour des distributions empruntant en tout ou en partie la grande voirie, soit par les agents délégués par les municipalités lorsqu'il s'agit de concessions données par les communes ou de permissions pour des distributions n'empruntant que les voies vicinales ou urbaines.

Article 17

Le chef de service local des postes et des télégraphes peut adresser au service du contrôle, constitué comme il est dit à l'article 16, une réquisition à l'effet de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et faire cesser toute perturbation nuisible aux transmissions par les lignes télégraphiques ou téléphoniques actuellement existantes dans le rayon d'influence des conducteurs d'énergie électrique.

Semblable réquisition peut être adressée au service du contrôle par les fonctionnaires chargés de la surveillance de tout service public dont la marche subirait une atteinte du fait du fonctionnement d'une distribution d'énergie.

Le service du contrôle est tenu de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit immédiatement déféré à la réquisition.

En cas de contestation, il est ensuite procédé comme il est dit à l'article 14.

Article 18

Des arrêtés réglementaires du gouverneur pris en conseil privé sur le rapport du secrétaire général, du chef du service des travaux publics, du chef du service des postes et des télégraphes et du chef du service du domaine et de la colonisation déterminent :

1° La forme des enquêtes prévues aux articles 6, 11 et 12, étant stipulé que l'avis des conseils municipaux ou des commissions municipales intéressés devra être demandé au cours de ces enquêtes ;

2° Les formes de l'instruction des projets et de leur approbation ;

3° L'organisation du contrôle de la construction et de l'exploitation dont les frais sont à la charge du concessionnaire ou du permissionnaire ;

4° Les conditions générales et d'intérêt public auxquelles devront satisfaire les ouvrages servant à la distribution d'énergie, soit en vertu de concessions, soit en vertu de permissions de voirie ;

5° La forme des réquisitions à adresser en exécution de l'article 17 ;

6° Les mesures relatives à la police et à la sécurité de l'exploitation des distributions d'énergie ;

7° Les tarifs des redevances dues à l'Etat, à la colonie et aux communes, en raison de l'occupation du domaine public par les ouvrages des entreprises concédées ou munies de permissions de voirie ;

8° Et, en général, toutes les mesures nécessaires à l'exécution du présent décret.

Les règlements visés par les alinéas 2°, 4° et 6° seront pris après avis du comité local d'électricité.

Article 19

Des arrêtés pris en conseil privé par le gouverneur sur le rapport du chef du service des travaux publics après avis du comité local d'électricité, déterminant les conditions techniques auxquelles devront satisfaire les distributions d'énergie au point de vue de la sécurité des personnes et des services publics intéressés, ainsi qu'au point de vue de la protection des paysages. Ces conditions seront soumises à une révision tous les trois ans au moins et plus souvent si le gouverneur en reconnaît la nécessité.

Titre VII - Dispositions diverses

Article 20

Il sera formé un comité local d'électricité composé ainsi qu'il suit :

Le secrétaire général, président,

Le chef du service des travaux publics, vice-président,

Le chef du service des postes et télégraphes,

Le chef du service des mines,

Le chef du service du domaine et de la colonisation,

L'architecte voyer de Nouméa,

1 conseiller général,

1 membre de la chambre de commerce,

1 membre du comité des mines

3 autres membres choisis autant que possible parmi les personnes s'occupant d'électricité,

Les six derniers membres seront nommés par le gouverneur sur la proposition du chef du service des travaux publics.

Le comité donnera son avis dans les cas prévus par le présent décret et sur toutes les questions dont l'administration le saisira.

Le mode de fonctionnement sera déterminé par un arrêté du gouverneur pris en conseil privé

Article 21

La déclaration d'utilité publique d'ouvrages à exécuter par l'Etat, la Colonie, une commune ou par leur concessionnaire, confère à l'administration ou au concessionnaire pour l'établissement ou le fonctionnement des conducteurs d'énergie employés à l'exploitation de ces ouvrages, les droits de passage, d'appui et d'ébranchage spécifiés à l'article 12 ci-dessus, avec application des dispositions spéciales édictées à cet effet par les arrêtés réglementaires du gouverneur prévus à l'article 18.

Le bénéfice de ces droits restera acquis à l'administration ou au concessionnaire, même dans le cas où l'énergie serait fournie aux conducteurs par une usine privée ou par une entreprise de distribution publique d'énergie non déclarée d'utilité publique, et aussi dans le cas où les ouvrages serviraient simultanément à un transport d'énergie destiné à des usages autres que le service public.

Article 22

Les contestations et réclamations auxquelles peut donner lieu l'application des mesures prises en vue de la protection des transmissions télégraphiques et téléphoniques, et en général de la marche de tout service public, sont jugées par le conseil du contentieux, sauf recours au Conseil d'Etat, comme en matière de dommages causés par l'exécution des travaux publics.

Article 23

Toute contravention aux arrêtés d'autorisation pris en conformité des dispositions du titre II du présent décret, sera, après une mise en demeure non suivie d'effet, punie des pénalités portées à l'article 2 du décret-loi du 27 décembre 1851. Elle sera constatée, poursuivie et réprimée dans les formes déterminées au titre V du dit décret.

Article 24

Lorsque le permissionnaire ou le concessionnaire d'une distribution d'énergie contreviendra aux clauses de la permission de voirie ou du cahier des charges de la concession ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation ou des chemins de fer ou tramways, la viabilité des voies coloniales ou communales, le libre écoulement des eaux, le fonctionnement des communications télégraphiques ou téléphoniques, procès-verbal sera dressé de la contravention par les agents du service intéressé dûment assermentés.

Ces contraventions seront poursuivies et jugées comme en matière de grande voirie et punies d'une amende de seize francs (16 francs) à trois cents francs (300 francs) sans préjudice de la réparation du dommage causé.

Le service du contrôle pourra prendre immédiatement toutes les mesures provisoires pour faire cesser le dommage, comme il est procédé en matière de voirie. Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures, ainsi que ceux des travaux que les administrations intéressées auraient été amenées à faire comme suite à la réquisition visée à l'article 17, seront à la charge du permissionnaire ou du concessionnaire. Il en sera de même pour les frais avancés par l'Etat ou la Colonie pour la modification des installations des services publics préexistants.

Article 25

Toute infraction aux dispositions édictées dans l'intérêt de la sécurité des personnes, soit par les arrêtés réglementaires prévus à l'article 18, soit par les arrêtés visés à l'article 19, sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels et punie d'une amende de seize francs (16 francs) à trois mille francs (3000 francs), sans préjudice de l'application des pénalités prévues au code pénal en cas d'accident résultant de l'infraction.

Les délits et contraventions pourront être constatés par des procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire, les Ingénieurs et agents des travaux publics et des mines, les ingénieurs et agents de service des télégraphes, les agents municipaux chargés de la surveillance ou du contrôle et les gardes particuliers du concessionnaire agréés par l'administration et dûment assermentés.

Ces procès-verbaux feront foi jusqu'à preuve du contraire.

Ils seront visés et enregistrés en débet.

Ceux qui seront dressés par des gardes particuliers assermentés devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit au lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

Article 26

Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret.

Article 27

Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.